

La croissance du commerce extérieure dans les pays du MENA

Radia Ben Ziane*

Résumé :

En ce début du vingt et unième siècle; deux concepts régissent dans l'économie mondiale : la constitution de blocs économiques d'un côté, et la globalisation d'un autre. Dans ce cadre, les pays du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord ne font pas exception à la règle puisque depuis des décennies ils essaient de s'intégrer dans l'économie mondiale sous une forme regroupée.

Dans cette étude nous allons essayer de voir cet aspect du problème qui consiste à percevoir la problématique du commerce extérieur dans les pays du MENA. Nous essayerons de ce fait de décrire les différentes étapes de la politique du commerce extérieur tout en décrivant les buts qui ont conduits à ces changements. Ensuite, nous aurons affaire à la croissance du commerce extérieur en étudiant minutieusement les importations et les exportations selon les types de produits, les différents pays du MENA et les différentes régions avec lesquels ils effectuent leurs échanges. Sans oublier de signaler le rôle du taux de change et de la politique qui régit chacun de ces pays.

En troisième lieu nous nous attaquerons à l'un des éléments les plus importants dans la détermination des échanges dans ces pays qui est le pétrole et enfin, comme conclusion à notre recherche nous donnerons les points positifs et négatifs sur l'intégration à l'économie mondiale tout en nous attardant sur les différents problèmes rencontrés et sur l'aspect de la croissance économique dans le secteur du commerce extérieur.

* Maître assistance chargée de cours, fsegs, Université d'Alger

ملخص:

استحوذ كل من مفهومي التكتلات الاقتصادية والعولمة على واقع القرن الواحد والعشرين. في هذا الإطار، حاولت بلدان الشرق الأوسط وشمال إفريقيا مسايرة هذا الوضع حتى تتمكن من الاندماج في الاقتصاد العالمي على شكل كتلة اقتصادية. من خلال دراستنا هذه، سوف نتطرق إلى أحد العناصر الهامة المساعدة على مواجهة التطورات الاقتصادية والمتمثل في التجارة الخارجية، حيث أننا سنحاول دراسة مختلف المراحل السياسية والاقتصادية الخاصة بالعلاقات التجارية عن طريق التركيز على كل من واردات وصادرات بلدان الشرق الأوسط وشمال إفريقيا وذلك حسب أنواع السلع والبلدان أو المناطق التي يتم التعامل معها دون أن ننسى الدور الهام الذي يلعبه سعر الصرف والسياسات التي تسيّر العلاقات الخاصة بالمنطقة.

بعد ذلك ننتقل إلى العامل الأساسي المؤثر على التجارة الخارجية في هذه البلدان ألا وهو سعر البترول. أخيرا نحاول تلخيص دراستنا هذه، مستنتجين النقاط الايجابية والسلبية الخاصة باندماج منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا في الاقتصاد العالمي مركزين على مختلف المشاكل المواجهة.

Introduction :

Durant les dernières décennies la structure économique mondiale a connue une régionalisation tant dans le domaine économique que dans le domaine géographique. En cet instant il n'existe presque plus un pays qui ne se soit adhéré dans une organisation quelconque ou ne soit lié par des accords commerciaux et politiques.

Les pays se situant dans le Nord de l'Afrique et le Moyen-Orient n'échappent pas à cette règle. En effet, depuis les années cinquante, ils ont engagé leurs premières expériences d'intégration régionale. Ces projets ont fait l'objet d'une vingtaine d'accords.

Pour les pays du MENA, c'est grâce au commerce extérieur et à l'investissement privé qu'on peut réaliser une croissance économique plus rapide. De ce fait, le commerce extérieur et les investissements accrus constituent un moteur de croissance et de dynamisme.

Afin d'encourager les investissements et de stimuler les échanges commerciaux, on a eu recours au concept du libre échange et à l'Union douanière. Pour cela il a fallu pour la plus part de ces pays remanier leur politiques économique, commerciale et douanière.

Dans cette étude nous essayerons de définir quels ont été ces changements ou du moins, les plus importants suivant les accords entre ces pays. Ensuite nous étudierons l'évolution des exportations et des importations, l'effet du prix de pétrole sur le commerce extérieur et rôle du taux de change dans la croissance commerciale. Enfin nous ferons un résumé qui retracera les points positifs et négatifs de l'évolution du commerce extérieur dans cette région.

1- L'intégration des pays du MENA dans l'économie mondiale :

Dès les années cinquante, et jusqu'à nos jours, le projet d'une union économique dans la région du MENA a commencé à prendre forme suite à de nombreux accords dont le premier était « l'accord international sur le commerce et le transit » en 1953 avec pour but la

formation d'une entité économique développée. Cet accord a été suivi par plusieurs autres parmi les plus importants on cite¹ :

1-1- Convention Economique Arabe :

Cette convention a été signée en 1957 et les pays membre se sont entendus sur les points suivants :

- Avoir des politiques économiques et financières unifiées.
- Etablir les mêmes législations fiscales.
- Conclure en commun des accords commerciaux.
- Unifier les régimes du commerce extérieur.

Ces décisions visaient à établir :

- L'union douanière.
- La liberté d'échanges des produits des pays membre et étrangers.
- La liberté de circulation et de transit de produits.
- La liberté de circulation des capitaux.

Cette union s'était trouvée confrontée à plusieurs problèmes parmi lesquels on cite ; la différence des orientations politiques, la diversité des structures et des systèmes économiques...etc.

1-2- La création du Marché Commun Arabe :

Cet accord a été conclu en 1964 et comporte :

a- Une création d'une zone libre échange : qui avait comme principes :

- La libéralisation des échanges.
- Le contrôle des opérations de réexportation.
- L'interdiction au pays membres d'accorder des subventions aux exportations vers d'autres pays membres qui ont un produit similaire.

¹ M.Hadri, (2001), « La Grande Zone Arabe de Libre échange et les perspectives d'intégration Sud-Sud en Méditerranée » Femise Research Programme-p6-.

b- Une Union Douanière : qui a pour principal but ; unifier l'administration douanière tout en élaborant un tarif douanier commun.

1-3- La création du Comité Permanent Consultatif du Maghreb :

En 1964, dans le but d'élaborer un programme de libéralisation des échanges intermaghrébines en cinq ans entre la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Libye et la Mauritanie. Mais cette tentative s'est vouée à l'échec et en 1989 ces pays ont institué l'Union du Maghreb Arabe (UMA) en instaurant une zone de libre échange et une union douanière à l'aide de :

- Taxe compensatoire unifiée.
- Liberté d'investissement.

1-4- Le Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golf (CCG) :

Il fut créé en 1981, englobant six pays membres : le Royaume d'Arabie Saoudite, le Koweït les Emirats Arabes Unis, le Bahreïn, le Sultanat d'Oman et Qatar. Pour établir une zone d'intégration économique régionale avec pour objectifs :

- La promotion des échanges commerciaux.
- La liberté de circulation des capitaux.
- La coopération technique.
- La coopération financière et monétaire.

1-5- Déclaration de la grande zone Arabe de libre échange :

En février 1997, la Ligue Arabe a lancé un projet de zone libre échange par la signature d'un programme exécutif de l'accord facilitation et du développement des échanges commerciaux entre pays arabes. Ces derniers se sont engagés à :

- Promouvoir le commerce intra-régional en abaissant les barrières tarifaires.
- La libéralisation des produits industriels.

- La restructuration de l'industrie locale.
- L'amélioration de la compétitivité.

1-6- L'accord d'Agadir :

Il s'est déroulé en février 2004, entre la Jordanie, l'Egypte, la Tunisie et le Maroc. Il vise à la création d'une zone libre échange réunissant des pays du Maghreb et du Mashrek avec pour initiative la création à terme d'une zone libre échange euro méditerranéenne.

2- Evolution du commerce extérieur :

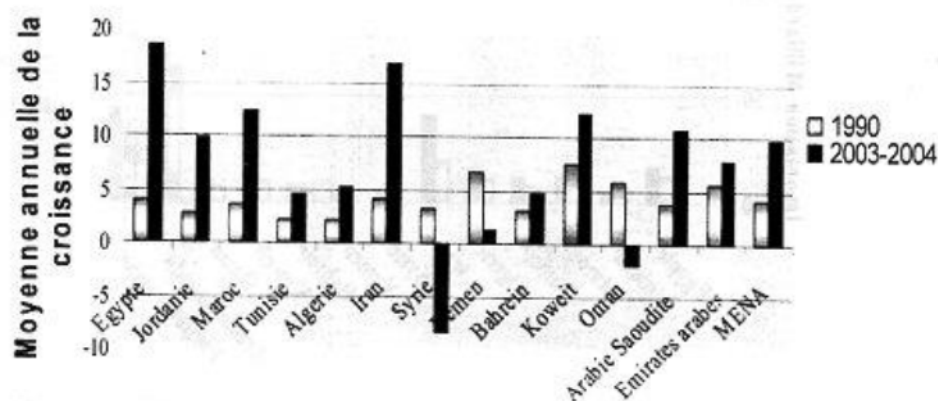
Comme nous l'avons souligné auparavant, la région du MENA a conclu de nombreux accords régionaux et interrégionaux visant à créer une zone de libre échange dans le but de renforcer et de propulser le commerce international. Bien que, la plus part des pays qui se situent dans cette région disposent d'un potentiel considérable pour étendre leur interaction au niveau du commerce au reste du monde, cela, n'a pas empêché qu'au cours des années 90, alors que le commerce mondial enregistrerait une croissance de 8% en moyenne, la région du MENA n'a marqué que 3% seulement. Avant d'expliquer les causes de cette lenteur il faudrait d'abord, étudier minutieusement l'évolution du commerce extérieur dans ces pays².

2-1- les exportations :

L'augmentation du volume d'exportation de marchandises (pétrolières et non pétrolières) a affiché de fortes hausses de 13.6 % et 6.1% respectivement en 2003 et 2004 ce qui représente plus que le double du taux moyen (3.5%) réalisé durant la période 1991-2000, comme le démontre la figure N°1 :

² The World Bank « Middle East and North Africa région, economic development and prospects 2005 » The World Bank-p10-.

**Figure 1 : Croissance du volume des exportations
1990-2004**



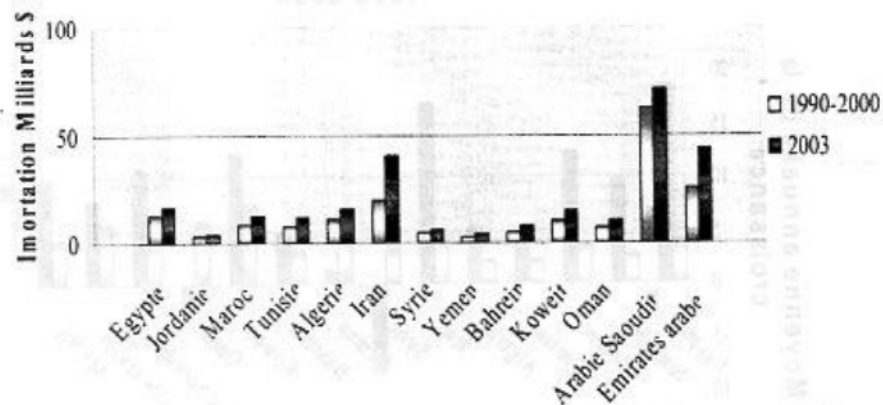
Source : Banque Mondiale

L'accélération s'était relativement étendue à travers la région du MENA. Particulièrement, en Egypte, au Maroc et en Iran où une croissance importante des exportations a été enregistrée. Par contre on note une réduction des exportations à Oman et surtout une très forte baisse en Syrie résultant de la diminution de la production de pétrole ainsi que les produits non pétroliers suite à la fin du programme « pétrole contre nourriture » conclu avec l'Iraq.

2-2- Les importations :

Comme le démontre la figure ci-dessous, nous notons une évolution des importations qui a suivi l'accroissement des exportations où la région du MENA a vu une augmentation de 180.04 durant 1990-2000 à 255.9 Milliards \$ en 2003.

Figure 2 : Evolution des importations



Source : Fond Monétaire Arabe

L'Iran est le pays qui a connu le plus d'augmentation entre 2000 et 2003 après une baisse de 8% en moyenne par an entre 1990 et 2000. Cette hausse est due à l'augmentation de la demande domestique qui a suivi les réformes de libéralisation du commerce.

En ce qui concerne l'Algérie, le déclin des importations durant les années 90 a été le résultat de la crise économique endurée durant cette période, mais suite aux réformes et à l'encouragement du commerce extérieur, les importations, surtout ceux concernant le marchandises industrielles ont augmenté d'une moyenne de 3.7%.

On enregistre une modeste évolution dans les pays à faibles ressources comme le Maroc, l'Egypte et la Jordanie suite à la hausse de la demande. Par contre on souligne que les pays riches en ressources notamment l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes ont connu depuis longtemps des hausses continues des importations dues à leur richesses en sachant que le commerce extérieur représente plus de 60% du PIB.

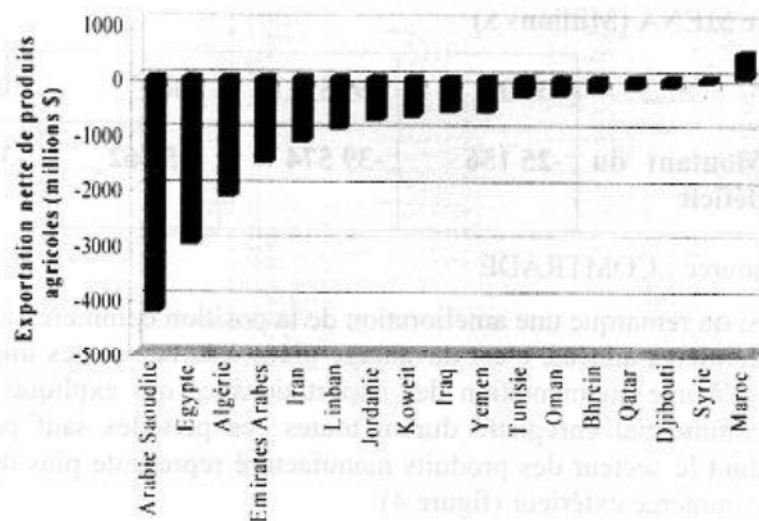
2-3- Structure des échanges commerciaux dans le MENA ³:

La région du MENA est réputée pour ses richesses notamment en pétrole. En effet, la plus part de ses pays sont de grands producteurs d'hydrocarbure, où la part de ce dernier atteint chez quelques uns d'entre eux 95% du total des exportations. Mais cela n'empêche pas que le commerce extérieur dépend d'autres produits qui ne manquent pas d'importance.

➤ Les produits agricoles :

La figure 3 montre que le MENA est un importateur de produits agricoles et est donc, dépendant du commerce pour ses besoins en éléments essentiels comme les céréales, l'huile, le sucre... etc.

Figure 3 : Exportation de produits agricoles (moyenne 1998-2000)



Source : COMTRADE

³ T.APOTEKER, M.LOHESIC, E.CROZET « L'intégration régionale au Mouen Orient », Colloque international Les Nouvelles Frontières de l'Union Européenne 2005 -p16-

Comme on peut le constater, tout les pays mis à part le Maroc, n'arrivent pas à s'auto-suffire dans ce secteur et sont obligés d'avoir recours à l'importation qui est estimée entre 16 et 20 milliards \$ dans toute la région. Cette dépendance résulte essentiellement du fait qu'un bon nombre de pays de la région a tendance à avoir une population rurale importante avec une croissance démographique à la hausse et doit faire face au manque d'eau, aux problèmes d'irrigation, à une grande surface de terres arides...etc.

➤ **Les produits manufacturés :**

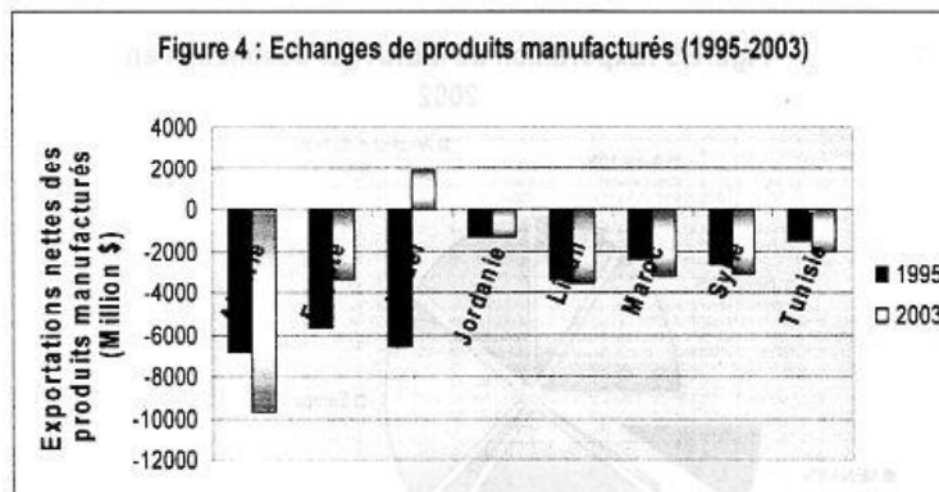
Ils se caractérisent par le fait qu'ils utilisent une main d'œuvre importante et peu qualifiée et une technologie basse ou moyenne. L'exportation de ces produits a connu une plus forte progression entre 1990 et 1995 que pour la période 1995-2003 (voire tableau 1).

Tableau 1 : Déficit commercial des produits manufacturés dans le MENA (Millions \$)

	1990	1995	2000	2003
Montant du déficit	-25 156	-39 574	-45 062	-31 745

source : COMTRADE

Si on remarque une amélioration de la position commerciale dans ces dernières années, c'est davantage grâce à la baisse des importations qu'à une augmentation des exportations ce qui explique le déficit commercial enregistré durant toutes ces périodes sauf pour Israël dont le secteur des produits manufacturé représente plus de 50% du commerce extérieur (figure 4).



Source : COMTRADE

➤ Le secteur des produits textiles :

Il a une grande importance au sein de l'économie du MENA. L'industrie du textile représente 35% de la production industrielle et donc constitue une part importante des exportations puisque sa valeur en 1998 a atteint près de 7 milliards \$ ce qui représente plus de 5% des exportations totales de la région et près de 23% des exportations hors-hydrocarbures.

2-4- Le commerce extérieur par région :

Comme le montrent les figures 5 et 6, l'Europe est le principal partenaire commercial du Mena, surtout avec le Maghreb (l'Algérie, la Tunisie et le Maroc). On souligne un taux de 18% des exportations globales de la région qui sont destinées à l'Union Européenne et 41% des importations dont l'origine est l'Europe. Le second partenaire est l'Asie avec 27% d'exportations et 19% d'importations sachant que le Japon n'est pas inclus dans le calcul. Par contre on remarque que les échanges entre les pays du MENA sont très faibles. En effet, on ne compte que 8% d'exportations et 10% d'importations inter-arabes en 2002.

Figure 5 : Exportation du MENA par destination en 2002

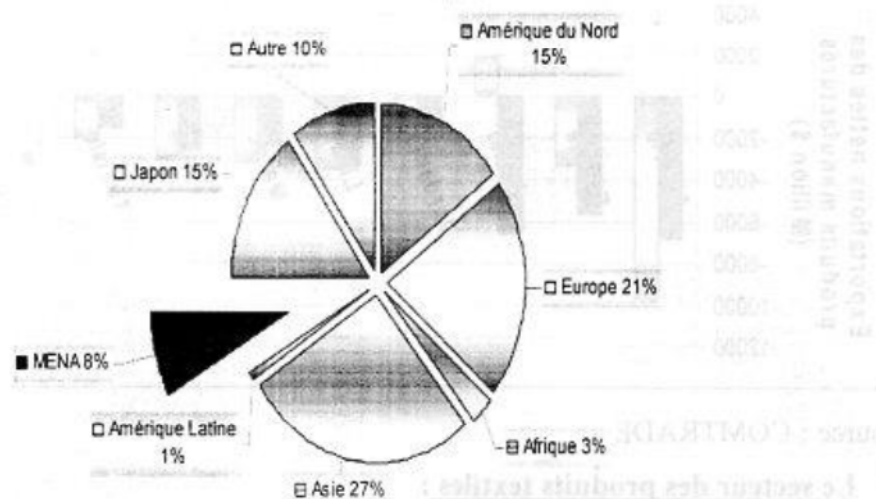
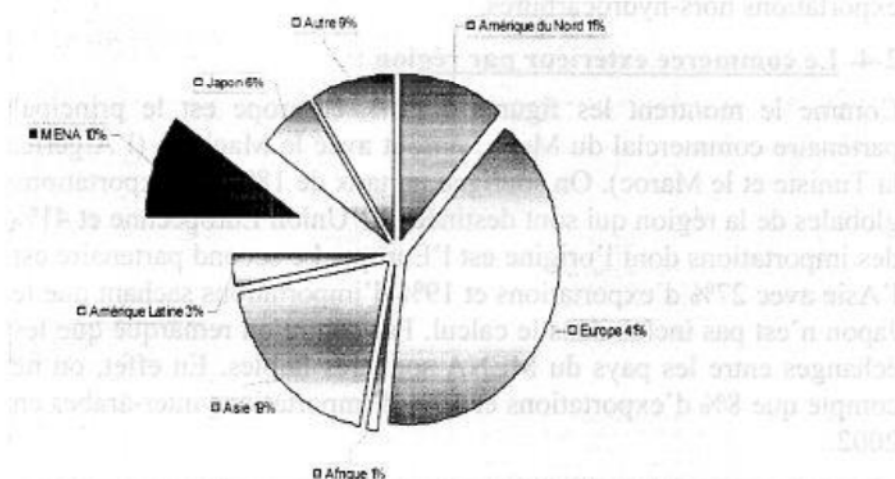


Figure 6 : Importation du MENA par origine en 2002



Source : FMI DOTS 2003

Si on détaillait un peu plus les échanges en région du Moyen Orient et du Nord d'Afrique, on observera que moins de 1% des échanges d'un des pays de ce dernier (l'Algérie, la Tunisie et le Maroc) est destiné ou est à l'origine des deux autres. Il en est de même en ce qui concerne le moyen orient. Constatation en soit qui est décevante surtout, si on procède à une comparaison intra-zone des échanges dans les autres régions.

Tableau 2 : exportations intra-régionales
(en % du total des exportations)

	1995	1997
Corporation Economique du Pacifique Asiatique	72.0	71.9
Union Européenne	62.4	55.4
Association Américaine du Libre Commerce	46.2	49.1
Commerce intra-arabe	8.6	9.0
Amérique Latine	20.3	25.4

Source :Economic Trend in MENA Region, 2000

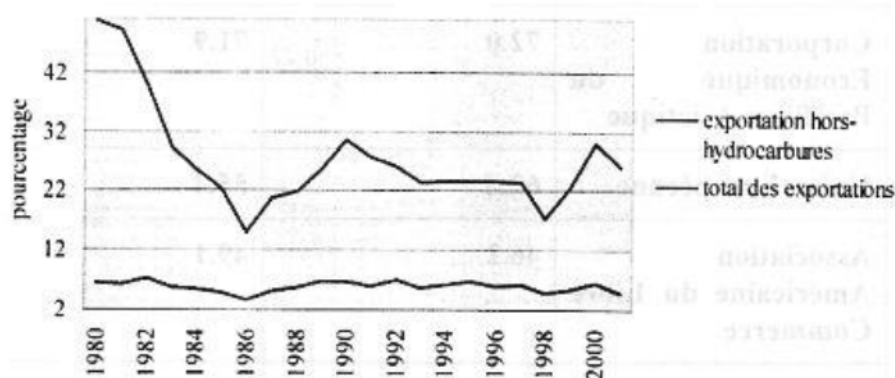
On pourrait expliquer la faiblesse des échanges inter-arabe par :

- La similitude des productions et de ce fait, ils sont exportés sur les marchés extérieurs –surtout européens- pour pouvoir accéder aux marchés et gagner des devises.
- La difficulté de s'introduire dans les marchés arabes suite aux politiques commerciales pratiquées.
- Les taux très élevés des droits de douanes et autres taxes.

4 – L'impact des rebondissements pétroliers sur le commerce extérieur⁴ :

Comme il a été déjà cité, la place des hydrocarbures dans l'économie du MENA a une grande importance. Cette dernière se traduit par une dépendance telle, que si le prix du baril chute la région connaîtra de fortes crises économiques, financières et même sociales. Par contre, si il augmente l'économie sera en expansion.

Figure 7 :Exportations (pourcentage du PIB)



Source : Banque Mondiale

De la figure 7 on peut constater le faible taux que représente l'exportation hors-hydrocarbure par rapport au total des exportations.

Si on retraçait le chemin du prix du pétrole, on remarquera que pour chaque retentissement de ce dernier, il y a eu un bouleversement économique et commercial au sein du MENA.

⁴ The World Bank « Middle East and North Africa region, economic development and prospects 2005 » The World Bank-p27-

En effet, la plus part des améliorations de la balance commerciale - ou de ces déclin - sont dues essentiellement aux variations du prix du baril. Ce qui traduit le lien très intime entre les hydrocarbures et la situation économique des pays du MENA même si quelques uns d'entre eux ne sont pas de grands producteurs de pétrole. Bien que les variations pétrolières ont de l'impact essentiellement sur les pays exportateurs d'hydrocarbures, cela n'empêche pas que ces effets s'étendent sur les autres pays à travers plusieurs canaux comme le tourisme ou l'expansion économique - ou le déclin - qui favorise les échanges intra-régionaux - ou les limite.



Source : Banque Mondiale

La figure 8 montre que la plus part de retentissements pétroliers sont suivis de bouleversements économiques comme il a été le cas en 1974 où le prix du baril a presque quadruplé puisqu'il est passé de 3.05\$/baril à 11.15\$/baril en moyenne. Ou comme à la fin de 1979 quand il a augmenté de 16.13\$/baril à 27.01\$/baril. Sans oublier la grande crise de 1986 qui représente l'un des plus grands chocs pétroliers avec la baisse du prix du baril de presque 60%.

Ces retentissements ne peuvent être comparés à ceux des années 2000 sachant que les prix récents, en prenant en considération l'inflation, représentent qu'une fraction seulement des prix atteint

dans les années 80. Le prix mondial du pétrole a augmenté en moyenne d'environ 50% dans les dernières années sachant qu'il était à 19\$/baril dans les années 90 et qu'en 2004 le baril valait 37.7\$ après une baisse en 2002. Ce retentissement a augmenté les exportations d'hydrocarbures de 75% de 2002 à 2004 et il en résultait une montée conséquente dans le solde du compte courant ainsi que les réserves officielles. Plusieurs facteurs ont été derrière cette hausse - en plus de l'augmentation des prix de pétrole - dont on cite :

- La grande demande inattendue, en particulier en Chine.
- La situation politique et sécuritaire mondiale comme la guerre du Golf.
- L'augmentation de la production d'hydrocarbures.

5- L'évolution du taux de change et son effet sur le commerce extérieur⁵ :

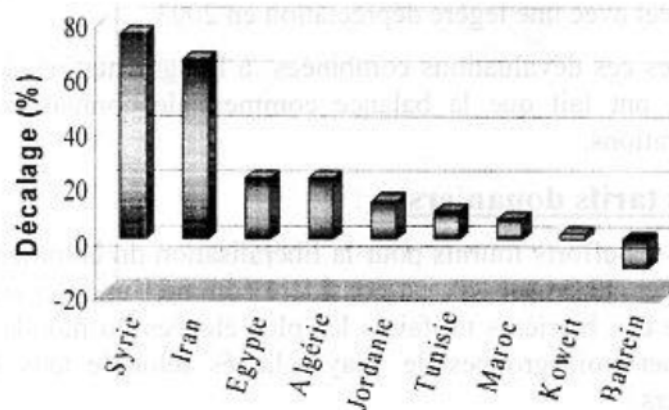
Si la région du MENA n'est pas parvenue à participer à l'expansion du commerce mondial, c'est en partie à cause des périodes de surévaluation du taux de change. De nombreux pays du MENA ont connu une appréciation de leur taux de change effectif réel qui est due à :

- La rigidité relative des taux de change nominaux.
- La divergence dans l'évolution des taux de change de l'euro et du dollar, si on calculait le taux de la monnaie domestique par rapport à ce dernier on notera que le taux de change réel s'est déprécié alors que par rapport à l'euro on notera une appréciation.
- La politique de certains pays visant à déprécier leur monnaie pour être plus compétitifs sur le marché.

La surévaluation du taux de change dans la région du MENA était de 22% en moyenne durant la période 1985-1999 en comparaison à 5% en Asie et à 10% en Amérique Latine.

⁵ World Bank, (2005). « Global Economic Prospect» Washington D.C.: World Bank -p54-.

**Figure 9 : Taux de décalage des taux de change
du taux réel dans le MENA**



Source : Banque Mondiale

Cette politique de change menée a joué contre la compétitivité externe en termes de prix vu que cela défavorisait les exportations et encourageait les importations. Pour remédier à cela il a fallu changer de politique et procéder à des dépréciations ou des dévaluations :

- En Algérie le dinar a connu une série de dépréciations après la crise pétrolière en 1986 au début des années 90, ensuite, il a connu une franche dévaluation en 1991 et une autre en 1994 où le taux au baissé de 49% et 40% respectivement pour atteindre 68DA/\$ en 1999 ce qui a amélioré son solde commercial.
- La dévaluation du Dirham Marocain s'est effectuée à la fin des années 90 ensuite, le taux effectif réel a continué à se déprécier graduellement jusqu'à ces dernières années où il a connu une appréciation.
- La politique monétaire de la Tunisie a permis au dinar de déprécier bien que cette dépression ait ralenti en 2004.

- La décision de la Jordanie et de l'Egypte de déprécier leur monnaie a eu des résultats très positifs.
- La République Islamique de l'Iran en dépit du progrès considérable avec une gestion du taux de change, le rial a apprécié en terme réel avec une légère dépréciation en 2003.

Toutes ces dévaluations combinées à l'augmentation des prix du pétrole, ont fait que la balance commerciale connaisse de fortes améliorations.

6- Les tarifs douaniers :

Malgré les efforts fournis pour la libéralisation du commerce depuis les années 80, le MENA est considéré comme l'une des régions qui possède des barrières tarifaires les plus élevées du monde. On peut distinguer trois groupes de pays classés selon le taux des tarifs douaniers :

- L'Algérie, le Maroc, l'Egypte, la Syrie et la Tunisie constituent le premier groupe avec des taux tarifaires très élevés.

Tableau 3 : Taux tarifaire moyen et maximum (%)

Pays \ Taux	moyen	Maximum
Algérie	18	30
Maroc	27.3	50
Egypte	19.5	135
Syrie	19.5	200
Tunisie	22.4	43

Source : COMTRADE

- La Jordanie est considérée comme un pays avec un taux intermédiaire moyen égalant 12% et un taux maximum de 30%.
- Israël, le Liban et la Turquie forment le 3^{ème} groupe avec des droits douaniers bas mais maintenant des tarifs maximums élevés égalant respectivement 100%, 75% et 83%.

6-1- Les tarifs douaniers par catégories de produits :

Dans la plus grande partie de la région les biens de consommation possèdent le taux tarifaires le plus élevé. Cependant, ils ont connu une diminution dans presque tout le territoire. Ils ont baissé moins vite que ceux concernant les biens d'équipements en Jordanie et en Tunisie et du fait, il y a un écart entre les taux des biens de consommation et les autres produits.

En Algérie l'Egypte et la Jordanie, les droits de douane sur les produits de consommation dépassent largement les taux des autres catégories. On note qu'une baisse générale a touché, à partir de 2001, les taux douaniers des biens d'équipements, matières premières et produits intermédiaires, de même que le taux de ces catégories se convergent tous et présentent ainsi qu'une légère divergence.

6-2- Les droits de douane par origine des importations :

La baisse des tarifs douaniers est beaucoup plus ressentie dans les produits en provenance des USA avec un taux moyen de 14.5% en 2003. Vient ensuite, l'Union Européenne avec qui les accords d'échanges sont encor récents et donc, ces baisses tarifaires ne sont entrées en vigueur que ces dernières années.

Paradoxalement, c'est dans les échanges intra-régionaux qu'on trouve les tarifs les plus élevés allant jusqu'à un taux moyen de 30% au Maroc et un taux maximum de 200% en Syrie. Ce niveau élevé est du essentiellement à :

- leur entrée en vigueur récemment.
- Le degré d'application est limité.
- Les conflits politiques entre les pays du MENA.

Conclusion :

Le fait que les pays de la région du MENA possèdent le même niveau de développement leur procure de grandes opportunités d'investissements et de réaliser une croissance économique et commerciale. Mais arriver à cela, il faudrait d'abord s'intégrer dans l'économie mondiale, et le commerce extérieur est l'un des éléments clés qui permettra d'accéder à cette intégration. Pour s'accomplir, il faudrait procéder à une série de réformes politiques et commerciales et faire face aux :

- Guerres civiles et conflits extérieurs qui affectent l'expansion du commerce.
- Similitudes de production des pays de la région qui font que le potentiel d'échanges intra-régionaux est bas.
- Manque de diversifications des exportations qui ne se basent que sur les hydrocarbures pour la plus grande partie de la région.
- Augmentations de la demande globale qui poussent à une hausse des importations.
- Taux de change surévalués et qui ne reflètent pas la réalité économique.
- Barrières douanières et aux tarifs très élevés qui découragent les échanges.

Comme on l'a déjà dit au paravent, pour assurer une transition d'un niveau de croissance faible et lent vers un niveau rapide capable d'intégrer le MENA dans une économie mondiale avec de solides bases qui lui permettront de faire face aux obstacles économiques, financiers, politiques et même sociaux, il faudrait que les mentalités et les politiques acceptent de changer et adoptent une ligne de conduite allant vers la satisfaction des intérêts de tout le monde. Cette ligne doit passer par :

➤ Une union économique des pays du MENA en :

- Réduisant les conflits.
- Elargissant les accords et les respectant.

- Créant une zone d'échanges libre de toutes contraintes.
- Renforçant les échanges intra-régionaux.
- Harmonisant les normes et facilitant les règles.
- Une réforme du commerce extérieur en procédant à :
 - L'exploitation du potentiel de la région qu'il soit naturel ou humain.
 - La diversification des exportations en encourageant la production locale et les investissements.
 - L'instauration d'une qualité de services et d'infrastructures (le transport, les finances, l'énergie, les communications...etc.) meilleurs en qualité et en compétences.
 - La diversification des partenaires commerciaux.
- La compétitivité des prix locaux comparés à l'extérieur en :
 - Introduisant une technologie de pointe et la spécialisation pour rendre les produits compétitifs en matière de qualité.
 - Appliquant des politiques de taux de change devant appuyer les réformes commerciales.
 - Utilisant plusieurs monnaies de change dans les transactions pour ne pas dépendre des fluctuations de celles utilisées.
- Une réforme douanière qui aura pour mission :
 - La réduction des barrières douanières.
 - La réduction des tarifs douaniers de façon à encourager les échanges.
 - Harmoniser les droits douaniers à travers toutes les catégories de produits afin de ne pas sanctionner une catégorie au profit d'une autre, sauf si ça rentre dans le cadre de la protection des productions locales.

BIBLIOGRAPHIE :

- Samir Radwan, Jean-Louis Reiffers « **Le partenariat Euro-Méditerranéen, 10 ans après Barcelone : acquis et perspectives** » Institut de la Méditerranée.
- The World Bank « **Middle East and North Africa région, economic development and prospects 2005** » The World Bank.
- Zarrouk J., (2001), « **Linkages Between Euro-Mediterranean and Arab Free Trade Agreements** » Sebastian, Julia Devlin and Raed Safadi (eds.), OECD, ERF and the World Bank
- World Bank, (2005), « **Global Economic Prospect** » Washington D.C.: World Bank.
- Union du Maghreb Arabe, Secrétariat Général, (2004), « **La nouvelle politique européenne de voisinage vue du Maghreb** », communication de M. Habib Boularès, Institut des Relations Internationales, Tunis.
- Sabry, A-R., (2001), « **The Arab Free Trade Area between Hope and Reality** », Kuwait Industrial Bank Papers No. 66.
- Page J., (2003), « **Structural Reforms in the Middle East and North Africa.** » The Arab World Competitiveness Report 2002-2003. World Economic Forum: Geneva.
- Petri P., (1997), « **Trade for the Southern Mediterranean** », OECD Technical Paper No. 127, Paris: OECD.
- K Sekkat, M.A Végazonès-Varoudakis (2004) « **Trade and Foreign Exchange Liberalization, Investment Climate, and FDI in the MENA Countries** » World Bank.
- M.Hadri, (2001), « **La Grande Zone Arabe de Libre échange et les perspectives d'intégration Sud-Sud en Méditerranée** » Femise Research Programme.

Source de données :

- Banque Mondiale.
- COMTRADE.
- Fond Monétaire Arabe.
- Fond Monétaire International.